



**U.F.R. des Sciences Humaines  
Département d'Histoire**

# **ANNALES DES SUJETS**

**LICENCE 3<sup>ème</sup> ANNÉE AMC**

**MAI 2022**

# SOMMAIRE

UE6 Fondamentale – Relations Internationales ..... p. 3

UE7 Fondamentale

- Histoire des Doctrines et Pratiques Politiques ..... p. 6
- Régimes Politiques ..... p. 9

UE8 Fondamentale – Histoire et Sociologie des Médias ..... p. 10

UE9 Méthodologie – Civilisation Anglo Saxonne ..... p. 11

# UE6 Fondamentale – Relations Internationales

Épreuve de 4h

---

## Sujet au choix

### Dissertation

Les États-Unis face aux révolutions latino-américaines du XX<sup>e</sup> siècle

### OU

**Commentaire de documents : Contre l'impérialisme américain**

#### **Document 1 : Plateforme de la Ligue américaine antiimpérialiste, 1899**

*La Ligue américaine antiimpérialiste a été fondée en juin 1899, après que les États-Unis eurent occupé Cuba, Porto Rico et les Philippines, afin de faire campagne, sans succès, contre l'annexion des Philippines.*

« Nous soutenons que la politique connue sous le nom d'impérialisme est hostile à la liberté et tend vers le militarisme, un mal dont nous avons eu la gloire d'être libres. Nous regrettons qu'il soit devenu nécessaire, au pays de Washington et de Lincoln, de réaffirmer que tous les hommes, quelle que soit leur race ou leur couleur, ont droit à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur. Nous soutenons que les gouvernements tirent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés. Nous insistons sur le fait que l'assujettissement de tout peuple est une « agression criminelle » et une déloyauté ouverte aux principes distinctifs de notre gouvernement.

Nous condamnons avec force la politique de l'actuelle administration nationale aux Philippines. Elle cherche à éteindre l'esprit de 1776 dans ces îles. Nous déplorons le sacrifice de nos soldats et de nos marins, dont la bravoure mérite l'admiration même dans une guerre injuste. Nous dénonçons le massacre des Philippines comme une horreur inutile. Nous protestons contre l'extension de la souveraineté américaine par des méthodes espagnoles.

Nous exigeons la cessation immédiate de la guerre contre la liberté, commencée par l'Espagne et poursuivie par nous. Nous demandons instamment que le Congrès soit rapidement convoqué pour annoncer aux Philippines notre intention de leur concéder l'indépendance pour laquelle ils ont si longtemps combattu et qui leur revient de droit. (...)

Nous nous proposons de contribuer à la défaite de toute personne ou de tout parti qui prône l'assujettissement forcé d'un peuple. Nous nous opposerons à la réélection de tous ceux qui, à la Maison Blanche ou au Congrès, trahissent la liberté américaine en poursuivant des objectifs non américains. Nous espérons toujours que nos deux grands partis politiques soutiendront et défendront la Déclaration d'indépendance lors de la dernière campagne du siècle.

Nous soutenons, avec Abraham Lincoln, qu'« aucun homme n'est assez bon pour gouverner un autre homme sans le consentement de ce dernier. Lorsque l'homme blanc se gouverne lui-même, c'est de l'auto-gouvernement, mais lorsqu'il se gouverne lui-même et qu'il gouverne également un autre homme, c'est plus que de l'auto-gouvernement - c'est du despotisme ». « Notre confiance est dans l'amour de la liberté que Dieu a planté en nous. Notre défense est dans l'esprit qui valorise la liberté comme l'héritage de tous les hommes dans tous les pays. Ceux qui refusent la liberté aux autres ne la méritent pas pour eux-mêmes, et sous un Dieu juste, ils ne peuvent la conserver longtemps » ».

Source : Frederick Bancroft (ed.), *Speeches, Correspondence, and Political Papers of Carl Schurz*, vol. 6, New York: G.P. Putnam's Sons, 1913, p. 77, note 1.

**Document 2 : Caricature de Grant Hamilton, « Now, Will You Be Good? », parue dans *Judge Magazine*, 14 décembre 1902.**



### **Document 3 : Francisco Garcia Calderón, « L'impérialisme de la décadence », 1913**

*Calderón (1883-1953) était un diplomate et écrivain péruvien. Dans ce texte, il critique l'exploitation impérialiste états-unienne de l'Amérique latine.*

« Les interventions sont devenues plus fréquentes avec l'expansion des frontières. Les États-Unis sont récemment intervenus (...) à Panama pour y développer une province et construire un canal ; à Cuba, sous couvert de l'amendement Platt, pour maintenir l'ordre à l'intérieur ; à Saint-Domingue, pour soutenir la révolution civilisatrice et renverser les tyrans ; au Venezuela, et en Amérique centrale, pour imposer à ces nations, déchirées par des querelles intestines, la tutelle politique et financière de la démocratie impériale. Au Guatemala et au Honduras, les prêts conclus avec les monarques de la finance nord-américaine ont réduit le peuple à un nouvel esclavage. La surveillance des douanes et l'envoi d'escadrons pacifiques pour défendre les intérêts des Anglo-Saxons ont imposé la paix et la tranquillité : tels sont les moyens employés. (...)

Les États-Unis offrent des millions dans le but de convertir en prêts yankees les fonds collectés à Londres au cours du siècle dernier par les États latino-américains ; ils veulent obtenir le monopole du crédit. On a même annoncé, bien que la nouvelle paraisse peu vraisemblable, qu'un syndicat nord-américain voulait acheter d'énormes étendues de terre au Guatemala, où la langue anglaise est la langue obligatoire. La fortification du canal de Panama, et l'acquisition éventuelle de l'île des Galápagos, dans le Pacifique, sont de nouvelles manifestations du progrès impérialiste. Avertissements, conseils, méfiance, invasion de capitaux, projets d'hégémonie financière, tout cela justifie l'inquiétude des peuples du Sud. (...)

Des points essentiels de différence séparent les deux Amériques. Différences de langue et donc d'esprit ; différence entre le catholicisme espagnol et le protestantisme multiforme des Anglo-Saxons ; entre l'individualisme yankee et la toute-puissance de l'État, naturelle pour les nations du Sud. Dans leur origine, comme dans leur race, nous trouvons un antagonisme fondamental ; l'évolution du Nord est lente et obéit aux leçons du temps, aux influences de la coutume ; l'histoire des peuples du Sud est pleine de révolutions, riche de rêves d'une perfection inaccessible. »

Source: Francisco Garcia Calderón, *Latin America: Its Rise and Progress*, London, T. F. Unwin, 1913, p. 392-393.

# UE7 Fondamentale – Histoire des Doctrines et Pratiques Politiques

Épreuve de 4h

---

## Sujet au choix

### Dissertation

Acteurs du politique et appel au peuple de 1962 à nos jours

### OU

### Commentaire de documents

*Recommandation : en réalisant ce commentaire de document, vous veillerez à ne pas perdre de vue les problématiques ayant structuré les travaux de ce semestre*

#### **M. Charles de Gaulle, président du conseil désigné**

La dégradation de l'Etat qui va se précipitant. L'unité française immédiatement menacée. L'Algérie plongée dans la tempête des épreuves et des émotions. La Corse subissant une fiévreuse contagion. Dans la métropole des mouvements en sens opposé renforçant d'heure en heure leur passion et leur action. L'armée, longuement éprouvée par des tâches sanglantes et méritoires, mais scandalisée par la carence des pouvoirs. (...) La France (...) se trouve menacée de dislocation et, peut-être, de guerre civile.

C'est dans ces conditions que je me suis proposé pour tenter de conduire, une fois de plus, au salut le pays, l'Etat, la République et que, désigné par le chef de l'Etat, je me trouve amené à demander à l'Assemblée nationale de m'investir dans ce lourd devoir.

De ce devoir, il faut les moyens.

Le Gouvernement, si vous voulez l'investir, vous proposera de les lui attribuer aussitôt. Il vous demandera les pleins pouvoirs, afin d'être en mesure d'agir dans les conditions d'efficacité, de rapidité, de responsabilité que les circonstances exigent. Il vous les demandera pour une durée de six mois, espérant, qu'au terme de cette période, l'ordre rétabli dans l'Etat, l'espoir retrouvé en Algérie, l'union refaite dans la nation, permettront aux pouvoirs publics de reprendre le cours normal de leur fonctionnement.

Mais ce ne serait que de remédier provisoirement, tant bien que mal, à un état de choses désastreux, si nous ne nous décidions pas à en finir avec la cause profonde de nos épreuves. Cette cause – l'Assemblée le sait et la nation en est convaincue – c'est la confusion et, par la même, l'impuissance des pouvoirs. Le gouvernement que je vais former, moyennant votre confiance, vous saisira sans délai d'un projet de réforme de l'article 90 de la constitution, de telle sorte que l'Assemblée nationale donne mandat au gouvernement d'élaborer, puis de proposer au pays, par la voie du référendum, les changements indispensables. Au terme de l'exposé des motifs qui vous sera soumis en même temps que le texte, le gouvernement précisera les trois principes qui doivent être, en France, la base du régime républicain et auquel il prend l'engagement de se conformer. Le suffrage universel est la source de tout pouvoir. Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif doivent être effectivement séparés, de façon que le gouvernement et le parlement assument, chacun pour sa part et sous

sa responsabilité, la plénitude de ses attributions. Le gouvernement doit être responsable devant le parlement. (...)

A partir de ce double mandat (...) le gouvernement pourra entreprendre la tâche immense qui lui sera ainsi fixée. Quant à moi, pour l'assumer ensuite, il me faut, assurément et d'abord, votre confiance. Il faut ensuite que, sans aucun délai – car les événements ne nous en accordent pas – le Parlement vote les projets de loi qui lui seront soumis. Ce vote acquis, les Assemblées ne mettront en congé jusqu'à la date prévue pour l'ouverture de leur prochaine session ordinaire. Ainsi le gouvernement de la République, investi par la représentation nationale et pourvu d'extrême urgence des moyens de l'action, pourra répondre de l'unité, de l'intégrité, de l'indépendance du pays.

*Applaudissements au centre, à droite, sur plusieurs bancs de l'extrême droite, sur divers bancs à gauche.  
Vote d'une suspension de séance d'une durée d'une heure.*

### **M. Le président : la parole est à M. Pierre Mendès France.**

Mesdames, mes chers collègues, dans cet instant émouvant où nous allons prendre ensemble une lourde responsabilité, nos pensées se portent à la fois vers le passé et vers l'avenir. Vers le passé car cette séance va mettre un terme à une période de notre histoire ; vers l'avenir car un nouveau chapitre de cette histoire s'ouvre (...)

Le passé ?

La IV<sup>e</sup> république périclète de ses propres fautes. Ce régime disparaît parce qu'il n'a pas su résoudre les problèmes auxquels il était confronté. Après la Libération, son patrimoine resté intact, largement grâce à de Gaulle, autorisait l'espérance et le succès. La France, ardente et optimiste, semblait destinée à un avenir digne de sa tradition (...). Il lui fallait des dirigeants courageux et clairvoyants.

Les tâches à accomplir étaient rudes, mais elles étaient à l'échelle de ses moyens. Deux surtout étaient décisives pour son avenir.

La reconstruction, ou plutôt, la construction d'un pays plus moderne, plus jeune, plus dynamique, le redressement économique, financier, monétaire, gage du progrès social, à l'intérieur et de l'indépendance au dehors. C'était la première série de questions à résoudre.

Mais la reconversion de l'ancien empire colonial était notre plus grande, notre plus difficile responsabilité. Seule une politique novatrice, ouvrant la voie à l'émancipation progressive, pourrait amener et même renforcer les liens unissant des peuples et des territoires qui, aujourd'hui autant et plus qu'hier, ont besoin les uns des autres (...)

Ne soyons pas surpris que tant de Français se soient peu à peu détournés du régime qui leur réservait tant de sujets de découragement, de déception et même de colère.

Ainsi, la 4<sup>e</sup> République a dilapidé, en peu d'années, son capital moral dans l'outre-mer, en France même, et finalement, dans le monde. Ainsi, le « système » que le général de Gaulle a si souvent critiqué et qui méritait, en effet, bien des critiques, a échoué.

Mais ce n'est pas la démocratie qui a échoué, car c'est pour n'avoir pas respecté ses principes que nous en sommes là aujourd'hui (applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.)

De notre faillite, prétendre faire celle de la démocratie serait mentir, une fois de plus, et ce mensonge-là serait plus grave encore que les précédents (...)

**M. Eugène Pébellier.** Personne n'a prétendu cela

**M. Pierre Mendès-France.** Non ce n'est pas la république, ce n'est pas même le système parlementaire qui méritent d'être condamnés. Seul le mauvais usage qui en a été fait nous a réduits à l'impuissance et nous a conduits à tant de déconvenues (...)

La représentation nationale a eu tort de suivre des gouvernements débilés et incertains, toujours à la merci des intrigues et manœuvres des groupes d'intérêts et qui se perdaient dans le jeu réputé habile des fausses promesses, des atermoiements et des équivoques des gouvernements dont les représentants se retrouvent d'ailleurs au sein du nouveau cabinet.

Assez souvent, je me suis rendu inopportun dans cette enceinte en avertissant de périls où l'on marchait (...). Quelle peine aujourd'hui pour ceux qui annonçaient que nous en arriverions bientôt là où nous nous trouvons aujourd'hui (...). Leur chagrin immense – je prie que l'on croie à ma sincérité au moment où je l'affirme après quinze ans de combats à cette tribune – est de n'avoir pu, en temps utile, convaincre ceux auxquels ils s'adressaient désespérément (...)

Quoi qu'il en coûte aux sentiments que j'éprouve pour la personne et pour le passé du général de Gaulle, je ne voterai pas en faveur de son investiture (...). Je ne puis admettre de donner un vote contraint par l'insurrection. Car la décision que l'assemblée va prendre – chacun ici le sait – n'est pas une décision libre. Le consentement que l'on va donner est vicié (...).

*Journal officiel de la République Française, débats parlementaires, 2 juin 1958*



# UE7 Fondamentale – Régimes Politiques

Épreuve de 4h

---

## Sujet au choix

### Dissertation

La démocratisation des régimes politiques en Europe depuis 1989

### OU

Comment comparer les démocraties d'Amérique Latine et d'Asie ?

# UE8 Fondamentale – Histoire et Sociologie des Médias

Épreuve de 4h

---

## **Dissertation**

« Les médias et la guerre, XXe-XXIe siècles »

# UE9 Méthodologie – Civilisation Anglo Saxonne

Épreuve de 4h

---

**Using the three documents gathered below, write a synthesis structured around a question that will feature clearly in your introduction. Do not forget to quote the texts and replace them in their historical context.**

## Document 1

"Britain Awake", 1976 Jan 19, Margaret Thatcher, Speech at Kensington Town Hall

We have a difficult year ahead in 1976. I hope it will not result in a further decline of Western power and influence of the kind that we saw in 1975. It is clear that internal violence—and above all political terrorism—will continue to pose a major challenge to all Western societies, and that it may be exploited as an instrument by the Communists. We should seek close co-ordination between the police and security services of the Community, and of Nato, in the battle against terrorism. The way that our own police have coped with recent terrorist incidents provides a splendid model for other forces. The message of the Conservative Party is that Britain has an important role to play on the world stage. It is based on the remarkable qualities of the British people. Labour has neglected that role. Our capacity to play a constructive role in world affairs is of course related to our economic and military strength.

Socialism has weakened us on both counts. This puts at risk not just our chance to play a useful role in the councils of the world, but the Survival of our way of life. Caught up in the problems and hardships that Socialism has brought to Britain, we are sometimes in danger of failing to see the vast transformations taking place in the world that dwarf our own problems, great though they are. But we have to wake up to those developments, and find the political will to respond to them. Soviet military power will not disappear just because we refuse to look at it. And we must assume that it is there to be used—as threat or as force—unless we maintain the necessary deterrents. We are under no illusions about the limits of British influence. End of passage probably omitted in delivery. We are often told how this country that once ruled a quarter of the world is today just a group of offshore islands.

Well, we in the Conservative Party believe that Britain is still great. The decline of our relative power in the world was partly inevitable—with the rise of the super powers with their vast reserves of manpower and resources. But it was partly avoidable too—the result of our economic decline accelerated by Socialism. We must reverse that decline when we are returned to Government.

In the meantime, the Conservative Party has the vital task of shaking the British public out of a long sleep. Sedatives have been prescribed by people, in and out of Government, telling us that there is no external threat to Britain, that all is sweetness and light in Moscow, and that a squadron of fighter planes or a company of marine commandos is less important than some new subsidy.

The Conservative Party must now sound the warning. There are moments in our history when we have to make a fundamental choice. This is one such moment—a moment when our choice will determine the life or death of our kind of society,—and the future of our children. Let's ensure that our children will have cause to rejoice that we did not forsake their freedom.

## **Document 2**

Excerpt from **Domenico Maria Bruni**, « A leader at war : Margaret Thatcher and the Falklands crisis of 1982 », *Observatoire de la société britannique*, 20 | 2018, 135-157.

One of the crucial questions at the centre of the Falkland crisis pertained to the legitimacy of the use of arms. One of the keys to Margaret Thatcher's success was her ability to resist all the efforts being made to reach a diplomatic agreement with the Argentines at any cost. Some of her own personal gifts were a determining factor, strengthened by the knowledge that she would not politically survive a failed conclusion of the crisis. Still, the Prime Minister's firm resolve also stemmed from her deep-rooted idealistic convictions. These can be summarized in the three conceptual foundations on which she constructed the pursuit of her own political objective: the principle of sovereignty, the right of self-determination, and the respect for international law. Margaret Thatcher had absolutely no doubts: since the United Kingdom held sovereignty over the Falkland Islands, the invasion constituted a manifest violation of international law, which in addition denied the will of the Islanders to remain under the Queen's rule. This allowed Mrs. Thatcher to turn to positive advantage the element that had determined her own and her predecessors' incapacity to resolve the Falklands problem: the right of the Islands' inhabitants to decide their own destiny. It was necessary to re-establish the status quo, in order to guarantee the Falklanders' rights of self-determination, and to demonstrate in the clearest terms that acting in an illegal and violent manner on the international scene would not bring any advantage. For the Conservative leader, the ongoing crisis went beyond the contingent episode involving an archipelago in the South Atlantic Ocean. In reality, it involved a much more important matter: the necessity for Western liberal democracies to demonstrate to any kind of dictatorship their ability and readiness to fight for the defence of their political values, without being tempted by forms of appeasement. The elaboration of an interpretive framework for the crisis, capable of inserting the British response in a positive values system, constituted a fundamental resource for legitimising the recourse to the use of arms. By insisting on the fact that the invasion of the Falklands was an unjustified act of aggression, a violation of the principle of sovereignty, and a suppression of the right of political self-determination, Margaret Thatcher was able to remain within the boundaries designated by the United Nations Charter, which sanctioned the right to self-determination as well as that of self-defence. This position gained solid support from Resolution 502 of the UN Security Council, approved on 3 April. These resolutions did not authorise London to use military force. It did, however, stigmatise the invasion as *a breach of the peace*, and it did request the government of Buenos Aires to withdraw from the Falklands, to respect the United Nations Charter, and to find a solution to the territorial dispute through negotiations between the two contenders.

## **Document 3**

### **How the Falklands war caused rifts in Anglo-Irish relations**

Wednesday, 30 Mar 2022 **By Stephen Kelly, Liverpool Hope University**

Taoiseach (Prime Minister of Ireland) Charles Haughey's actions during the Falklands War of 1982 can be summed up in two words: opportunistic and reckless. His decision in May 1982 to withdraw support for the British government's sponsored sanctions against Argentina infuriated the British prime minister Margaret Thatcher and resulted in a deep freeze in Anglo-Irish relations. But Haughey cared little about British sensibilities during the Falklands crisis. In fact, he saw this incident as a 'key moment to get his own back' on Thatcher, to quote David Neligan from the Department of Foreign Affairs. Thatcher's categorical refusal to permit Haughey a mediatory role in helping to bring the Republican hunger strikers' campaign in 1981 to an amicable conclusion had deeply offended the taoiseach. For Haughey, the Falklands crisis was the ideal opportunity to undermine Thatcher's political credibility on the international stage. At the same time, it could rekindle his image as a firebrand Republican in the eyes of his supporters in Ireland.

This sharp deterioration in Anglo-Irish relations during 1982 can be traced to the remote Falkland Islands, some 300 miles off the Argentina coast and approximately 8,000 miles south of the United Kingdom. An archipelago of an estimated 200 islands scattered in the South Atlantic, ownership of the Falkland Islands was bitterly disputed between Argentina and Great Britain. At the time, approximately 1,900 people lived on the Falkland Islands. Many of these inhabitants firmly opposed integration with Argentina and wanted to remain a British dependency. However, in Argentina the repressive military junta dictatorship under General Leopoldo Galtieri claimed Argentinian ownership of the islands. The Argentinian-British relations reached crisis point on April 2nd 1982, following the invasion of the Falkland islands by Galtieri's forces. In response, on the same day, Thatcher sanctioned the sending of a British Task Force to protect the Falkland islands. The following morning, the Irish Government became directly involved with the Falklands crisis. Initially Ireland's representative at the United Nations, Noel Dorr, was instructed to support the British sponsored Resolution 502. This resolution called for an immediate cessation of hostilities; an immediate withdrawal of Argentine forces from the Falkland islands; and the commencement of negotiations. Thatcher was thrilled by the Irish Government's agreement to support Resolution 502. On April 6th, she contacted Haughey to express her thanks for the Irish government's support. She also requested 'his personal help' and additional support for the British government's calls for the imposition of economic and financial sanctions by the European Community against Argentina.

But these cordial relations between Haughey and Thatcher did not last very long. Events on the ground in the Falklands brought relations between Britain and Ireland to their lowest-ebb since the Second World War. On May 2nd at approximately 8pm Irish time, the single most controversial military action of the Falklands War occurred when the Argentine cruiser *Belgrano* was sunk by a British nuclear submarine *HMS Conqueror*. In retaliation, two days later, the British destroyer *HMS Sheffield* was attacked and hit by a missile launched by an Argentinian aircraft. In response to these events, the Irish cabinet hurriedly convened on the afternoon of May 4th. Ministers agreed that Ireland would immediately take up a neutral stance on the Falklands issue and seek the withdrawal of EEC sanctions against Argentina. Following the cabinet meeting, a press statement was issued, under Haughey's express orders, relaying the Irish Government's new policy. It also called for a meeting of the UN Security Council to put forward a new resolution demanding the cessation of hostilities between Argentina and Britain. Significantly, no mention was made to Resolution 502. Addressing Dáil Éireann (Irish parliament) later that evening, Haughey outlined the Irish government's policy in relation to the Falklands War. "The Irish Government", he explained, "regard the application of economic sanctions as no longer appropriate and will therefore be seeking the withdrawal of these sanctions by the Community". He noted that the Irish government sought an immediate meeting of the UN Security Council in order to prepare a new resolution calling for: "(1) An immediate cessation of hostilities by both British and Argentinian forces; and (2) The negotiation of a diplomatic settlement under the auspices of the UN". Haughey's decision to no longer support sanctions against Argentina stunned civil servants within the Department of Foreign Affairs. Dorr admitted subsequently that Haughey's new stance on the Falklands crisis took him by 'complete surprise'. In London, Haughey's refusal to support the British government, to quote Walter Kirwan of the Department of the Taoiseach, 'drove Maggie mad!'. Despite the British government's protests, the Irish government issued a further public statement on May 7th, again calling for the withdrawal of economic sanctions against Argentina. The Irish Government, Haughey explained, had decided to reassert 'our traditional policy of neutrality'. On May 17th, Thatcher even telephoned Haughey in a desperate attempt to win his support for sanctions against Argentina, but the Taoiseach rejected Thatcher's advances. In mid-June 1982, the Falklands War ended following 74 days of conflict. British victories at Goose Green and Port Stanley culminated with the Argentinian forces surrendering on June 14th. Thatcher and her ministerial colleagues basked in the glory of victory. At a meeting of the British cabinet the morning after Argentina's surrender, a sense of excitement was in the air. But it was a victory tainted by the loss of so many young souls on both sides: 649 Argentine military personnel, 255 British military personnel and three Falkland Islanders, died during the conflict.